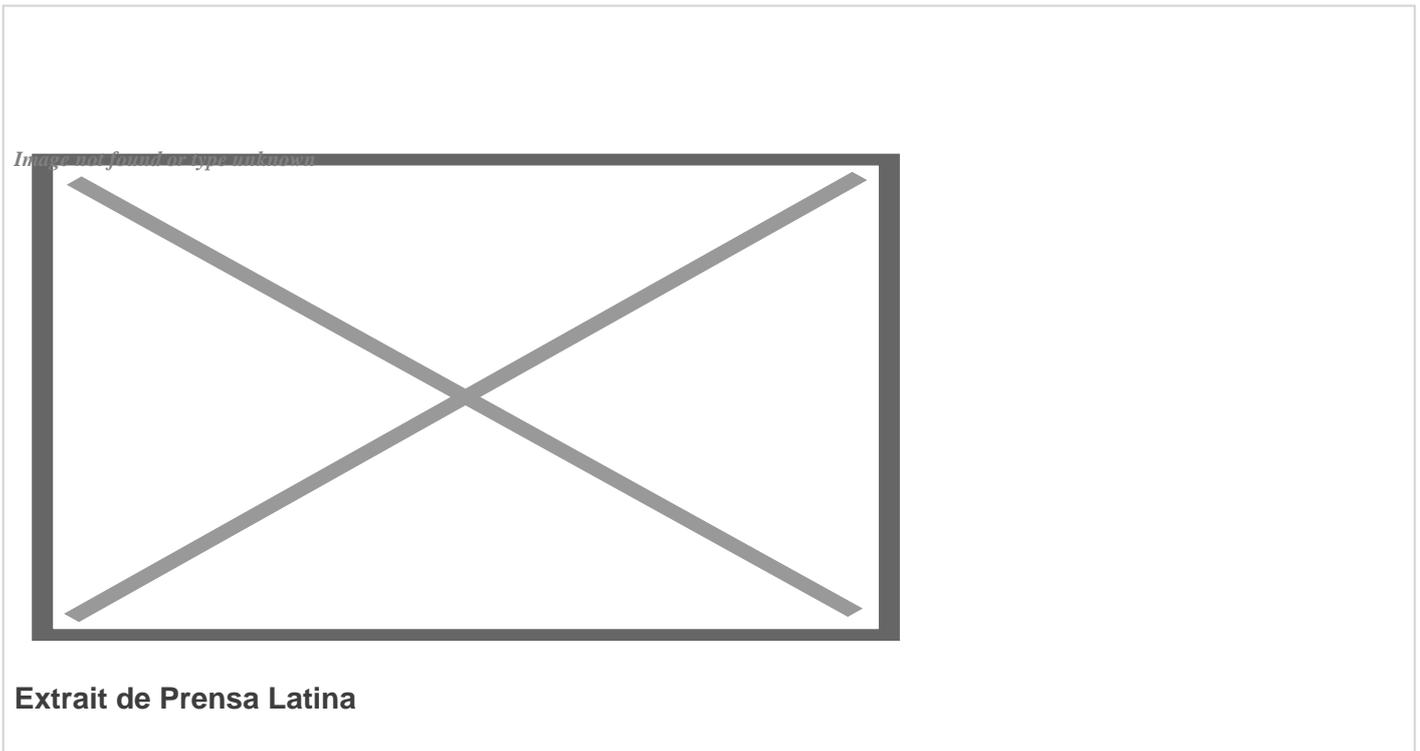


Les États-Unis, un partenaire dangereux en matière d'immigration



Par Luis Beatón*

Au début de ce siècle, plus d'un expert prévoyait que l'émigration deviendrait une "bombe à retardement", qui aurait un impact sur le puissant voisin du nord si des mesures n'étaient pas prises et si des réformes législatives n'étaient pas adoptées avec une vision plus humaniste, plus globale et plus inclusive.

L'ancien président Barack Obama (2009-2017) a manqué une grande occasion de profiter d'une majorité de 59 démocrates, qui autrefois était de 60 au Sénat et près de 250 à la Chambre des représentants, pour réformer le système d'immigration sur le plan législatif.

En remportant la majorité à la Chambre des représentants et en réduisant l'avantage des démocrates au Sénat en novembre 2010, les républicains ont donné le ton et ont bloqué le débat, qui est resté en suspens dans toutes les administrations démocrates et républicaines et qui, à ce jour, n'a pas trouvé de solution ni de consensus.

En parlant de "bombe à retardement", les experts ont pointé du doigt la politique américaine consistant à lier les économies latino-américaines à des accords de libre-échange (ALE).

Les prévisions indiquaient que l'inégalité qu'ils provoquaient exploserait en vagues d'immigrants vers les États-Unis. Lorsque le titre 42 a cessé d'être appliqué le 11 mai, des milliers de personnes se sont pressées aux points de passage du Texas et d'autres régions de la frontière sud pour entrer aux États-Unis, légal ou illégalement.

La crise était prévisible et le New York Times, ainsi que d'autres médias et experts de la question, avaient anticipé les résultats avant la suspension de la règle sanitaire, qui a empêché des centaines de milliers de migrants d'entrer aux États-Unis pendant la période Covid-19.

Il n'existe aucun doute que l'on assiste à une nouvelle poussée migratoire qui fait monter les tensions politiques et qui va épuiser les ressources le long de la frontière méridionale, note le Times.

Dans le sud, Washington a déployé plus de 24 000 militaires et policiers pour faire face à l'arrivée de dizaines de milliers de migrants, qui entrent dans les villes frontalières américaines après la fin du Titre 42, qui, depuis 2020, a permis au gouvernement américain d'expulser rapidement les citoyens de plusieurs pays vers le Mexique.

C'est une question qui reste en suspens alors que des milliers de personnes affamées et désespérées continuent de croire en l'existence du chimérique rêve américain.

Selon le Times, cette question est au cœur d'un défi monumental dont l'histoire est sinistre. Les restrictions imposées par la pandémie ayant été levées, les autorités frontalières reprennent un système d'immigration qui a largement échoué pendant des décennies, mais avec la pression supplémentaire de trois années de demande refoulée.

Aujourd'hui, quelque 35 000 migrants sont concentrés à Ciudad Juárez, 15 000 autres à Tijuana et des milliers d'autres du côté mexicain de la frontière de 3 152 kilomètres, ce qui pourrait contribuer à l'éclatement de la situation, alors même que la Maison Blanche s'apprêtait à encourager un flux migratoire plus ordonné.

Selon les statistiques officielles, plus de trois millions de personnes ont franchi la frontière au cours des 18 premiers mois de l'administration Biden, soit le nombre le plus élevé depuis des décennies, ce qui laisse présager une recrudescence des critiques de la part des républicains à la Chambre des représentants, qu'ils dominent désormais avec une majorité.

Les lois sur l'immigration ne sont pas respectées, affirme-t-on des deux côtés de l'allée à Washington, ce qui risque d'accroître les affrontements entre démocrates et républicains à l'approche d'une campagne électorale qui sera sans aucun doute dominée par des questions brûlantes comme celle-ci.

L'immigration aux États-Unis est liée à l'augmentation du coût de la vie, au manque d'emplois, à la crise de l'agriculture, au manque d'opportunités. Voici une preuve de concurrence avec les voisins.

Ce conflit est reconnu comme très douloureux, même par le pape François, pour qui l'immigration est étroitement liée à la faim, au manque de travail et à la tyrannie d'un système économique qui place le dieu de l'argent au centre et non la personne.

*Journaliste de Prensa Latina



Radio Habana Cuba